

Leçon 2 : Politique et société en France sous la Deuxième République et le Second Empire

Introduction : Lors du congrès de Vienne (septembre 1814 - juin 1815), les dirigeants européens restaurent le pouvoir des anciennes dynasties renversées sous la Révolution française ou l'Empire napoléonien. Les Bourbons récupèrent leur trône en France, une monarchie constitutionnelle se met en place avec à sa tête Louis XVIII, frère de Louis XVI, entre 1815 et 1824, puis Charles X (frère de Louis XVIII) entre 1824 et 1830 et enfin Louis-Philippe 1^{er} (duc d'Orléans) entre 1830 et 1848. La période qui suit est marquée par la succession de plusieurs régimes politiques et des bouleversements économiques, techniques et sociaux liés à l'entrée dans l'âge industriel.

Quelles sont les transformations politiques, économiques et sociales vécues par la France entre 1848 et 1870 ?

I - La Seconde République : 1848-1851

A - La révolution de février et les progrès de la démocratie

Louis-Philippe 1er

Auteur : WINTERHALTER Franz
Xaver

Lieu de conservation : musée
national du château de
Versailles (Versailles)

Date de création : 1839
Date représentée : 1839
H. : 263,5 cm
L. : 189 cm

Portrait en grande tenue de
lieutenant-général au
château de Saint-Cloud.
Huile sur toile.



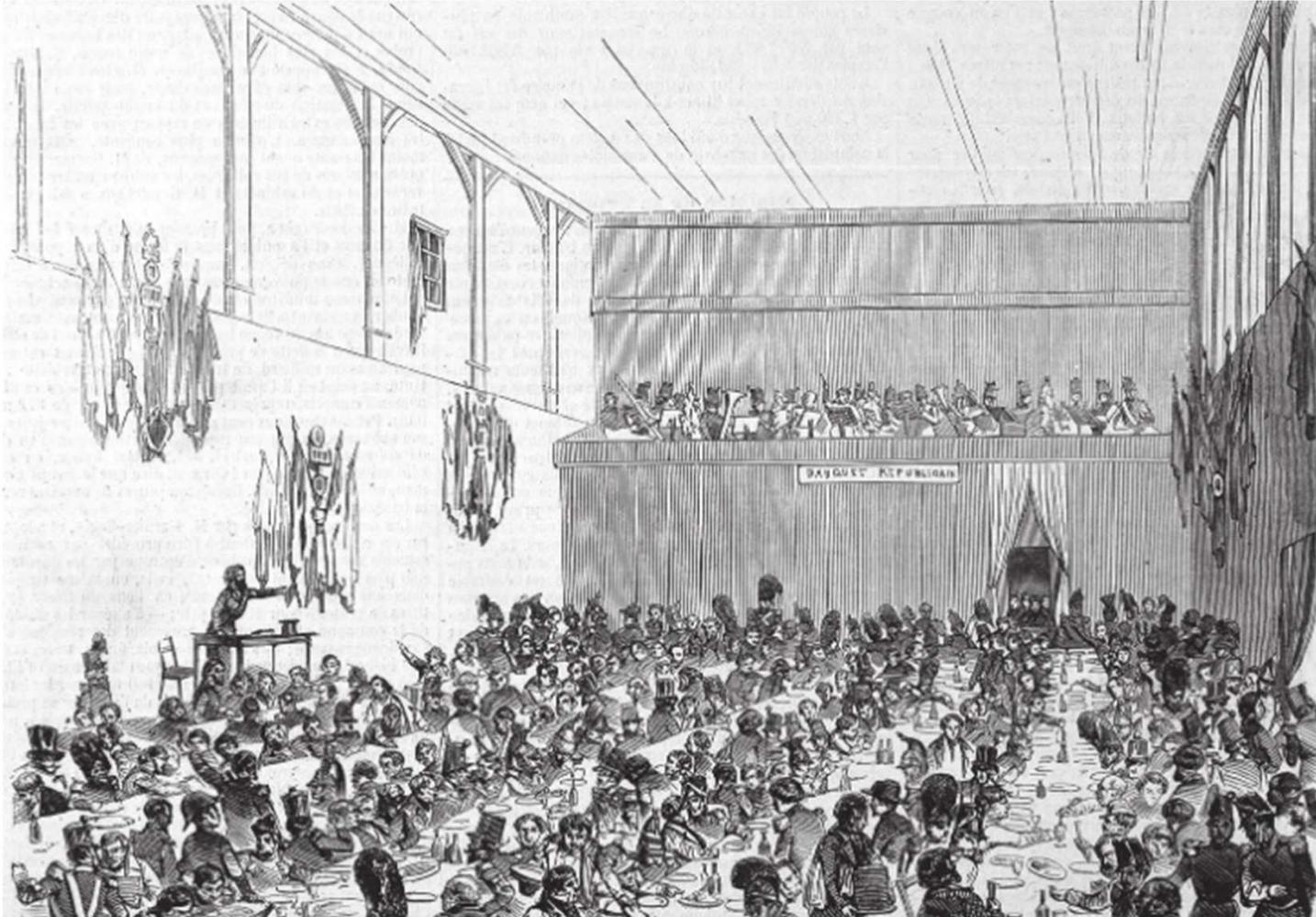
Les causes de la révolution de février

« Fieschi...en 1835, fait éclater une machine infernale sur le passage du cortège royal, tuant 18 personnes, mais sans atteindre le souverain. Thiers, ministre de l'intérieur, profite de l'émotion soulevée par l'attentat pour prendre une série de lois répressives, les lois de septembre, qui musellent la presse d'opposition en punissant l'offense au roi, en interdisant de se proclamer républicain...[A partir de 1840, François Guizot dirige le gouvernement] Pour lui, la monarchie constitutionnelle appuyée sur un système électoral censitaire est le régime parfait. En libéral cohérent, il juge qu'il est légitime que le gouvernement soit exercé par les élites qui ont révélé leurs capacités en acquérant la richesse et l'instruction...Il rejette la réforme électorale qui permettrait d'abaisser le cens à 100 francs et de faire voter les « capacités », c'est-à-dire les gens instruits même s'ils ne paient pas le cens électoral...Cette obstination dans le refus de toute réforme vaut à Guizot...une profonde impopularité auprès de la petite bourgeoisie, des étudiants et même d'une partie du personnel politique. En fait, c'est la conjonction de cette opposition et de difficultés économiques qui va avoir raison du régime. Depuis 1846, de mauvaises récoltes de blé et une maladie qui fait pourrir les pommes de terre ont provoqué la disette dans les campagnes, la hausse du prix du pain et la misère ouvrière ».



François Guizot

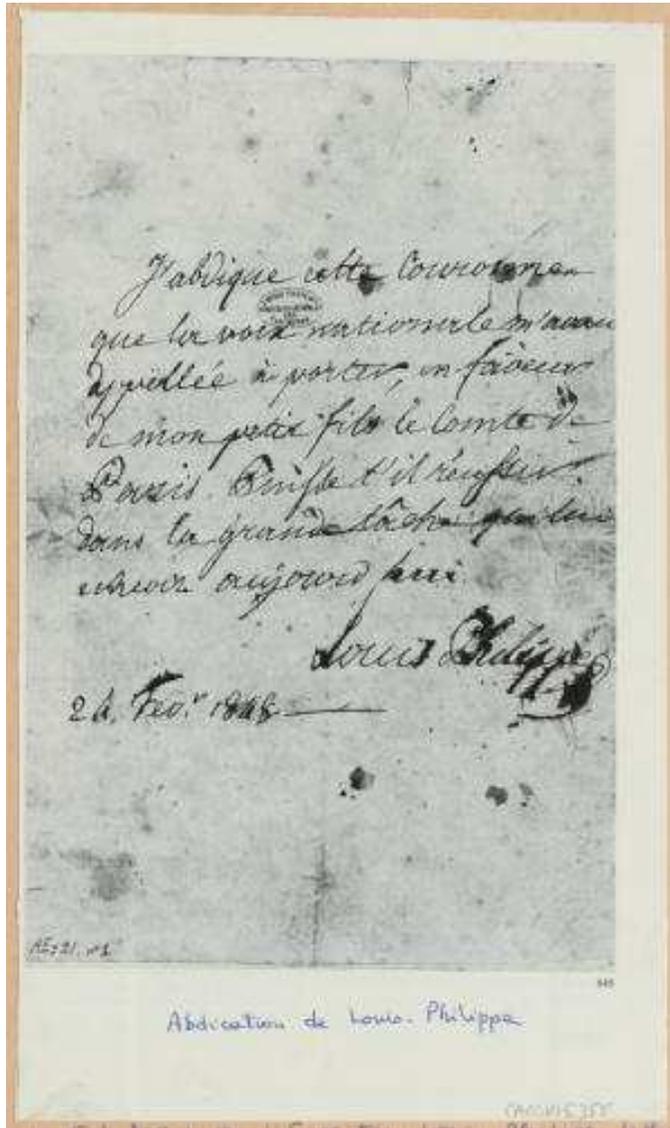
La campagne des banquets



«Banquet républicain dans la salle du Jeu de paume à Versailles», gravure tirée de L'illustration, 1848.

« Pour imposer la réforme électorale... l'opposition a organisé une campagne de banquets dans le pays, au cours desquels les orateurs attaquent le ministère. Le 22 février 1848, l'un de ses banquets ayant été interdit à Paris, des manifestations ont lieu dans la capitale. Elles deviennent si vives que le roi décide le 23 février de renvoyer Guizot. La nuit, la ville s'illumine et une foule en liesse proclame sa joie...C'est alors qu'une échauffourée se produit entre les manifestants et la troupe qui protège le ministère des affaires étrangères où réside encore Guizot : les soldats tirent et on relève 16 morts...le lendemain, 24 février, Paris se couvre de barricades ».

L'abdication de Louis-Philippe



« J'abdique cette couronne que la voix nationale m'avait appelée à porter, en faveur de mon petit-fils le comte de Paris. Puisse t'il réussir dans la grande tâche qui lui écheois aujourd'hui ».

Louis Philippe

24 février 1848

Abdication de Louis-Philippe

A - La révolution de février et les progrès de la démocratie

Trace : La monarchie de juillet, avec Louis-Philippe 1er à sa tête depuis 1830, est un régime contesté. Une série de lois répressives connues sous le nom de lois de septembre 1835, censure la presse, interdit la caricature politique et de se proclamer républicain. Entre 1840 et 1848, le ministre Guizot domine le gouvernement, il refuse une réforme électorale qui permettrait d'élargir l'accès au vote. Entre 1846 et 1848, alors qu'une crise agricole et industrielle se développe, les républicains contournent l'interdiction de se réunir en organisation une campagne de banquets dont l'un, le 22 février 1848, tourne mal à Paris (16 morts). Le lendemain, Paris se couvre de barricades, Louis Philippe abdique, les chefs républicains constituent un gouvernement provisoire qui proclame la République.

Les membres du gouvernement provisoire



Le 24 février 1848, à l'Hôtel de Ville, sont désignés les onze membres du gouvernement provisoire, censé combler le vide de la monarchie de Juillet. Il frappe par son caractère hétéroclite : des journalistes, des banquiers, un savant (Arago), un ouvrier (Albert), et comme homme fort un poète (Lamartine). Tous se disent républicains, mais ils appartiennent à des courants différents. Certains d'entre eux deviennent aussi ministres.

Vers la démocratie et la république sociale ?

- 24 février 1848 : abdication de Louis-Philippe
- 25 février 1848 : proclamation de la IIe République et du droit au travail
- 27 février 1848 : abolition de la peine de mort pour raisons politiques
- 27 février 1848 : création des ateliers nationaux
- 4 mars : liberté de la presse et des réunions publiques
- 5 mars 1848 : instauration du suffrage universel masculin
- 23-24 avril 1848 : élection de l'Assemblée Constituante
- 27 avril : abolition de l'esclavage dans les colonies

Les ateliers nationaux



LES ATELIERS NATIONAUX AU CHAMP-DE-MARS.

Auteur
: ANONYME

Lieu de
conservation
: Bibliothèque
nationale de
France (BnF,
Paris)

L'abolition de l'esclavage dans les colonies



Victor Schoelcher



Auteur : BIARD
François
Lieu de
conservation
: musée national
du château de
Versailles

A - La révolution de février et les progrès de la démocratie

Trace : Le gouvernement provisoire du 24 février 1848 est composé de 11 membres, avocats (Ledru-Rollin), journalistes (Marrast, Blanc), savant (Arago), poète (Lamartine) ou encore ouvrier (Alexandre « Albert » Martin). Ils prennent immédiatement des mesures à la fois démocratiques et sociales entre février et avril : le droit au travail concrétisé par la création des ateliers nationaux destinés à employer sur des chantiers publics les ouvriers et artisans des grandes villes au chômage; la liberté de la presse et des réunions publiques ; le suffrage universel masculin (le corps électoral passe alors de 246 000 votants à plus de 9 millions de plus de 21 ans) ; enfin l'abolition de l'esclavage dans les colonies défendu par Victor Schœlcher le sous-secrétaire d'État à la Marine.

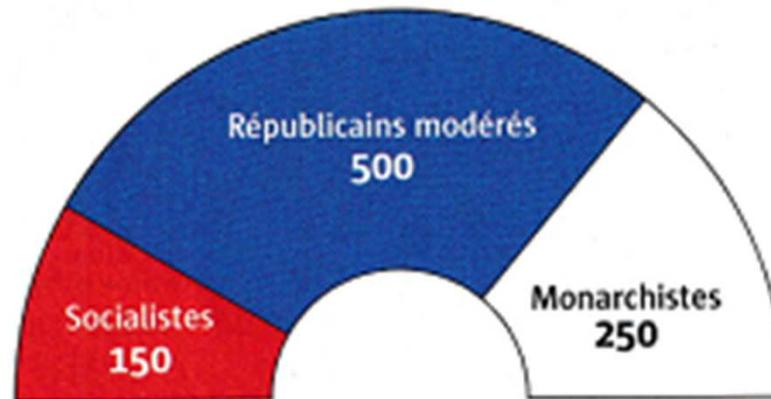
B - Une république conservatrice

Vers la République conservatrice

- 23-24 avril 1848 : élection de l'Assemblée constituante, les modérés au pouvoir
- 15 mai 1848 : manifestation à Paris, le Palais Bourbon envahi
- 22 juin : dissolution des ateliers nationaux
- 22 au 26 juin : journées insurrectionnelles à Paris
- 4 Novembre 1848 : adoption de la constitution de la IIe République
- 10 décembre 1848 : élection de Louis Napoléon Bonaparte
- 31 mai 1850 : loi restreignant le corps électoral de 9 à 6 millions de votant
- 16 Juillet 1850 : loi réduisant la liberté de la presse
- 2 décembre 1851 : coup d'état

Une Assemblée constituante

Plus modérée que la rue !



Auguste Blanqui, l'un des chefs de l'extrême gauche, veut faire retarder les élections de l'Assemblée constituante, présentant qu'elles ne donneraient pas l'avantage aux « rouges ». De fait ceux-ci n'obtiennent que 150 sièges sur 900 (chiffres arrondis). Avec 500 sièges, les républicains modérés sont les grands vainqueurs, tandis que les monarchistes forment l'opposition de droite.

La manifestation du 15 mai 1848



La suppression des ateliers nationaux et les journées de juin

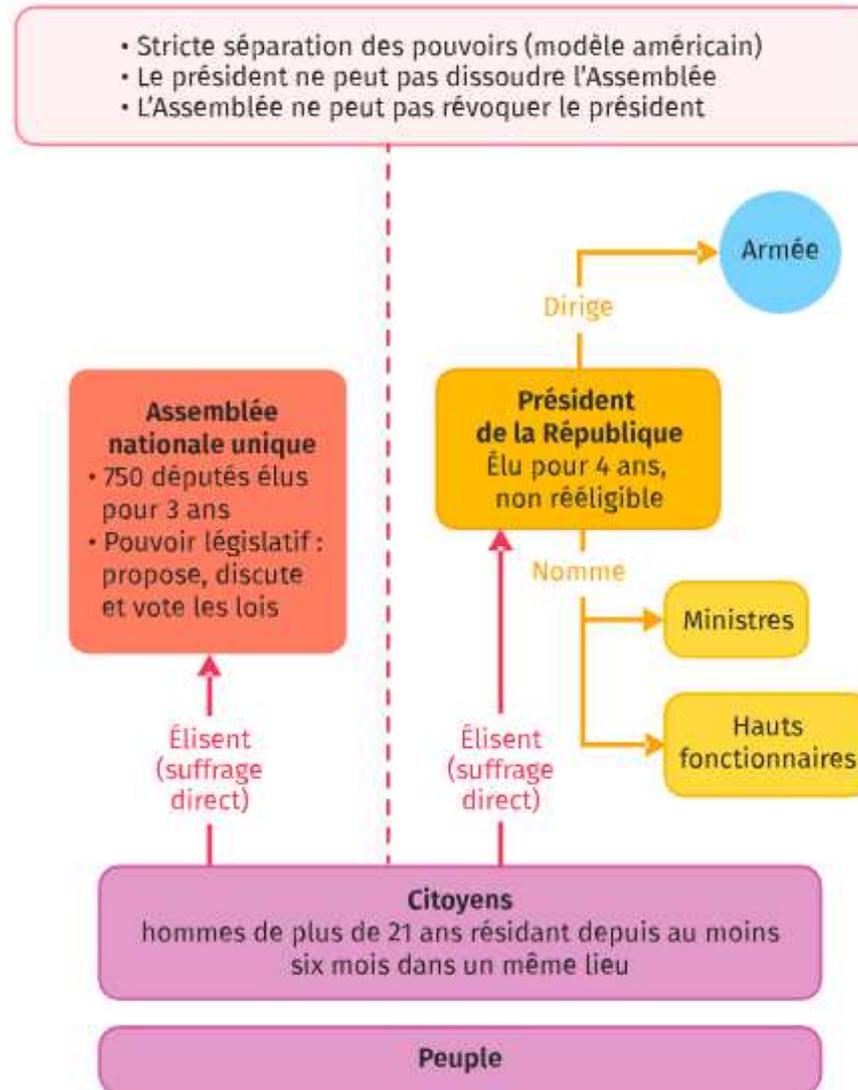
« Aujourd'hui le peuple...est amer, mécontent, injuste, défiant, presque haineux. En 4 mois de fainéantise, on a fait du brave ouvrier un flâneur hostile auquel la civilisation est suspecte. L'oisiveté, nourrie de mauvaises lectures, voilà tout le secret du changement »

[Vidéo BNF](#)

Victor Hugo dans Choses Vues

« Le 21 juin...les ouvriers célibataires des Ateliers nationaux âgés de plus de 25 ans sont invités à partir en province pour participer à des travaux d'aménagement rural, comme l'assèchement des marais de Sologne. Ceux qui ont entre 18 et 25 ans ont le choix entre l'engagement dans l'armée d'Afrique et la radiation...Dès le 23 juin, les quartiers populaires de l'est de Paris se couvrent de Barricades ».

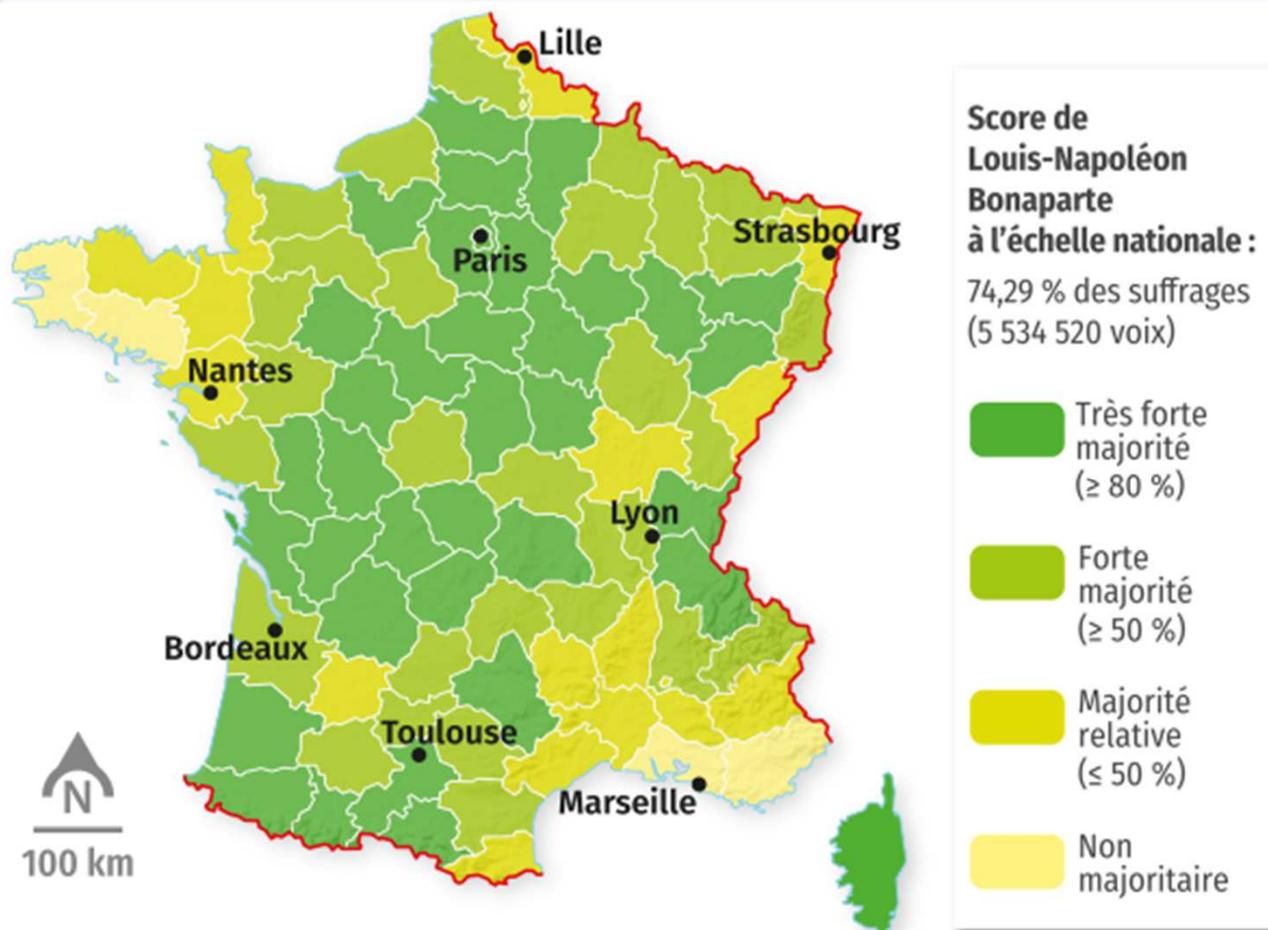
La Constitution de la IIe République



Les élections du 10 décembre 1848



Louis Napoléon Bonaparte



La fin de la IIe République

Plébiscite national des 20 et 21 décembre 1851 Intitulé : « Le Peuple français veut le maintien de l'autorité de Louis Napoléon Bonaparte, et lui délègue les pouvoirs nécessaires pour établir une constitution sur les bases proposées dans sa proclamation du 2 décembre 1851 . »



B - Une république conservatrice

Trace : Les élections des 23-24 avril 1848 pour une Assemblée constituante mettent fin aux espoirs d'une république sociale : ce sont des républicains modérés qui obtiennent la majorité et les royalistes du parti de l'Ordre sont nombreux à l'Assemblée. Le 15 mai, une manifestation tourne à l'émeute et envahit le Palais Bourbon. Cet événement fait peur aux députés qui voient dans les ateliers nationaux un foyer de révolutionnaires, ces derniers sont dissous. Entre le 22 et le 26 juin 1848, un soulèvement parisien réclame une république sociale, la répression est sévère (4000 morts parmi les insurgés). Le principe du droit au travail disparaît de la constitution de la II^e République adoptée le 4 novembre 1848. Aux élections présidentielles de décembre 1848, Louis Napoléon Bonaparte, neveu de Napoléon 1^{er}, est élu avec près de 75% des suffrages. Le parti de l'Ordre majoritaire à l'Assemblée réduit le corps électoral et la liberté de la presse. Le 2 décembre 1851, Louis Napoléon Bonaparte opère un coup d'état en convoquant un plébiscite qui prolonge son pouvoir pour 10 ans.

II - Le Second Empire : 1852-1870

A - Un régime autoritaire (1852-1860)

Chronologie

- 17 février 1852 : décret sur le contrôle de la presse
- 2 décembre 1852 : Louis Napoléon Bonaparte proclamé empereur (Napoléon III)
- 30 décembre 1852 : décrets renforçant la censure
- 14 janvier 1858 : attentat d'Orsini
- 19 février 1858 : loi de sûreté générale
- 27 février 1858 : loi des suspects

Décret impérial du 2 décembre 1852

Vu le sénatus-consulte, en date du 7 novembre 1852, qui soumet au peuple le **plébiscite dont la teneur suit** : « Le peuple veut le rétablissement de la dignité impériale dans la personne de *Louis Napoléon Bonaparte*, avec hérédité dans sa descendance directe, légitime ou adoptive, et lui donne le droit de régler l'ordre de succession au trône dans la famille *Bonaparte*, ainsi qu'il est prévu par le sénatus-consulte du 7 novembre 1852. »

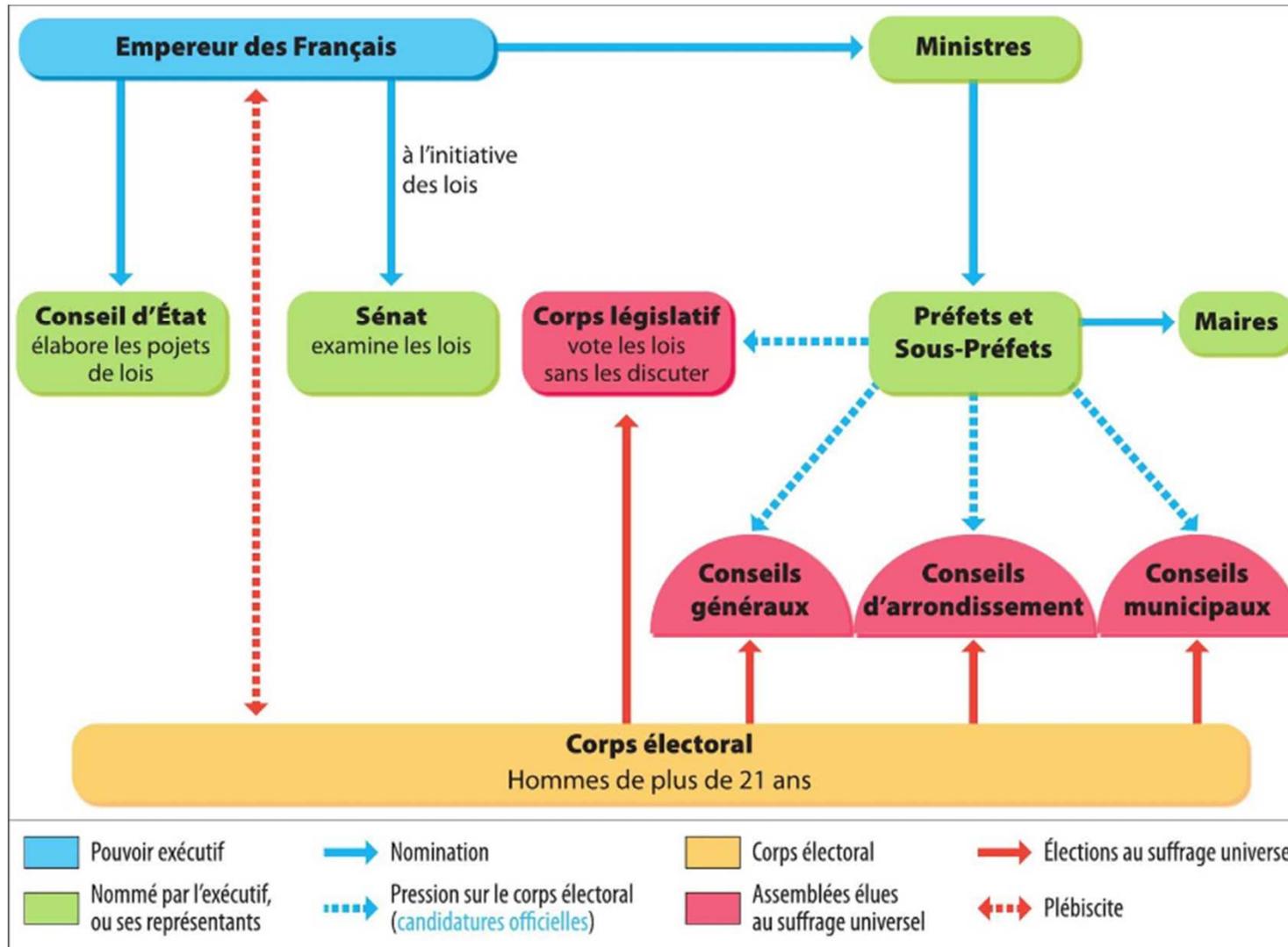
Que le recensement général des suffrages émis sur le projet de plébiscite a donné sept millions huit cent vingt-quatre mille cent quatre-vingt-neuf (7 824 189) bulletins portant le mot *oui* ;

Deux cent cinquante-trois mille cent quarante-cinq (253 145) bulletins portant le mot *non* ;

Soixante-trois mille trois cent vingt-six (63 326) bulletins nuls ; - Avons décrété et décrétons ce qui suit :

« **Le peuple veut le rétablissement de la dignité impériale dans la personne de *Louis Napoléon Bonaparte*, avec hérédité dans sa descendance directe, légitime ou adoptive, et lui donne le droit de régler l'ordre de succession au trône dans la famille *Bonaparte*, ainsi qu'il est prévu par le sénatus-consulte du 7 novembre 1852. »**

La constitution de 1852



Un empire autoritaire

« Dans les élections qui se préparent, le peuple français a un rôle important à remplir. Mais ici, quel ne serait pas son embarras sans l'intervention du gouvernement ! Comment huit millions d'électeurs pourraient-ils s'entendre pour distinguer entre tant de candidats recommandables à tant de titres divers et sur tant de points à la fois, deux cent soixante et un députés animés du même esprit, dévoués aux mêmes intérêts et disposés également à compléter la victoire populaire du 20 décembre¹. Il importe donc que le gouvernement éclaire à ce sujet les électeurs. Comme c'est évidemment la volonté du peuple d'achever ce qu'il a commencé, il faut que le peuple soit mis en mesure de discerner quels sont les amis et quels sont les ennemis du gouvernement qu'il vient de fonder.

En conséquence, Monsieur le Préfet, prenez des mesures pour faire connaître aux électeurs de chaque circonscription de votre département, par l'intermédiaire des divers agents de l'administration, celui des candidats que le gouvernement de Louis-Napoléon juge le plus propre à l'aider dans son œuvre réparatrice. »

*Circulaire aux préfets du ministre de l'Intérieur Persigny,
11 février 1852.*

1. Plébiscite du 20 décembre 1851.

Un empire autoritaire



En 1850, 3 830 agents de police
En 1868, **10 500 agents de police**

Environ **45 000 prisonniers** en métropole



Environ **20 000 déportés au bagne**
En Guyane, 40 % de morts parmi les bagnards

Environ **2 500 opposants politiques** exilés



L'attentat d'Orsini



*Portrait de Felice Orsini (1819 – 1858) auteur de l'attentat du 14 janvier 1858 contre Napoléon III. Peinture de Louis Bucheister. Italie. Huile sur toile. Paris, Musée Carnavalet.
© AFP / JOSSE / LEEMAGE*



Grenade de type Orsini © Paris – Musée de l'Armée, Dist. RMN-Grand Palais – Fanny Reynaud

Le 14 janvier 1858, l'Empereur et l'Impératrice se rendent en soirée à l'Opéra...Lorsque le couple impérial arrive à hauteur de l'entrée principale du péristyle de l'Opéra, trois explosions retentissent successivement devant, à gauche et sous leur voiture...Malgré les soixante-seize impacts relevés sur leur voiture, qui a été basculée sur le côté par le souffle des trois bombes, Napoléon III et Eugénie sont indemnes : leur voiture « blindée », protégée par des plaques de fer placées dans le plancher et les parois, les a sauvés.

Les voyages en province



Les voyages officiels de L.-N. Bonaparte (1849-1852)

— 1849 — 1851 — 1850 — 1852

■ Vote « rouge » en mai 1849

▨ Résistance républicaine
au coup d'État en décembre 1851

A - Un régime autoritaire (1852-1860)

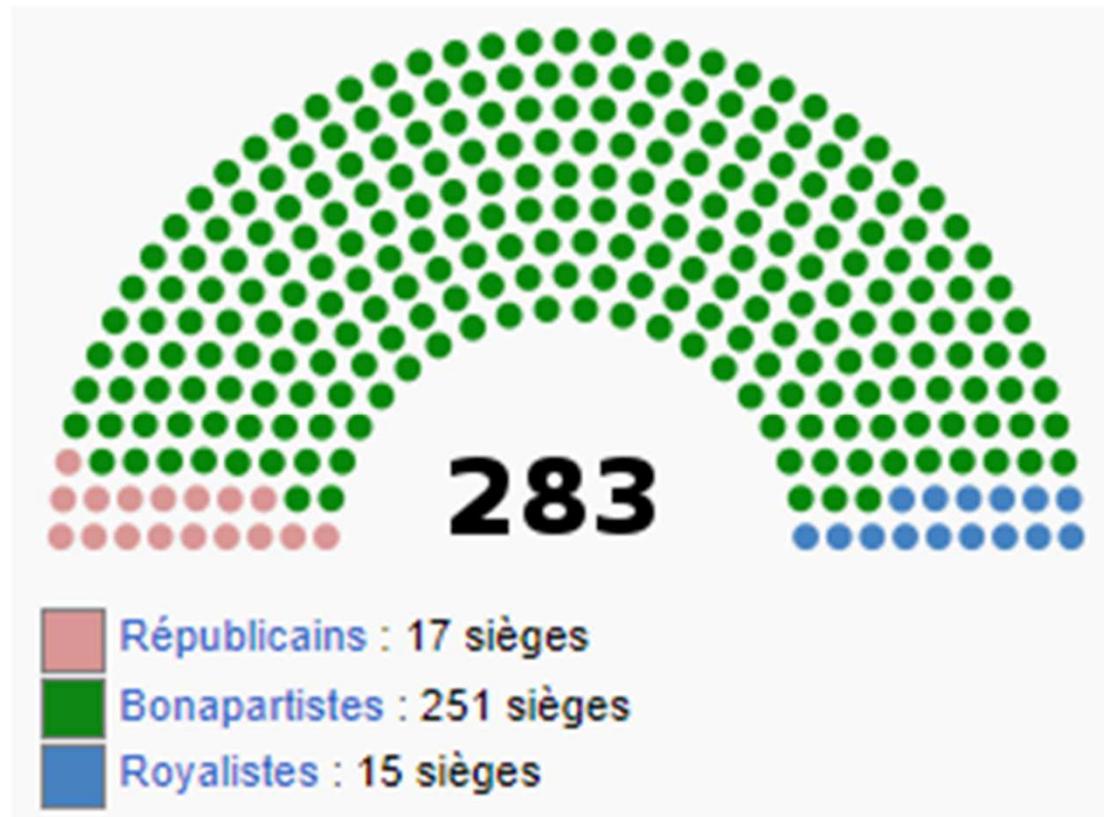
Trace : Le 2 décembre 1852, suite à un plébiscite triomphal, Louis Napoléon devient empereur sous le nom de Napoléon III. Une nouvelle constitution lui accorde un immense pouvoir. Le suffrage universel direct masculin est rétabli pour l'élection des députés mais le gouvernement désigne un candidat officiel bénéficiant du soutien du préfet, les rivaux sont gênés par l'interdiction des réunions publiques et des publications de programme. La presse est surveillée et censurée. Suite à l'attentat d'Orsini le 14 janvier 1858, la loi de sûreté générale et la loi des suspects renforcent la répression faisant des milliers de prisonniers et de déportés. Cependant, par la pratique du plébiscite et par les nombreux voyages en province, Napoléon III noue un lien direct entre lui et les français.

B - La libéralisation et la chute (1860-1870)

Chronologie

- 25 mai 1864 : droit de coalition
- 31 janvier 1867 : décret sur le droit d'interpellation
- 11 mai 1868 : loi sur la liberté de la presse
- 6 juin 1868 : loi sur la liberté de réunion publique
- 8 septembre 1869 : partage de l'initiative des lois, entre l'empereur et le Corps législatif.

Elections législatives de 1863



La loi Ollivier

En mai 1864, le député Émile Ollivier, républicain proche de l'empereur, fait voter une loi autorisant les coalitions ouvrières. La grève reste punie quand elle s'accompagne de violences. Les opposants du régime critiquent une avancée insuffisante.

Art. 414. Sera puni d'un emprisonnement de six jours à trois ans et d'une amende de 15 francs à 3 000 francs, ou de l'une de ces deux peines seulement, quiconque, à l'aide de violences, voies de fait, menaces ou manœuvres frauduleuses, aura amené ou maintenu, tenté d'amener ou de maintenir une cessation concertée de travail, dans le but de forcer la hausse ou la baisse des salaires, ou de porter atteinte au libre exercice de la liberté de l'industrie ou du travail.

Loi du 25 mai 1864.

LA LANTERNE

PAR

HENRI ROCHEFORT

Victor Henri de Rochefort-Luçay, connu sous le nom d'Henri Rochefort (1831-1913) profite de la loi sur la presse du 11 mai 1868 pour créer *La Lanterne*, dont le premier numéro est daté du 30 mai 1868.

Vous aviez sur les journaux, avant la loi sur la presse, un pouvoir absolu, illimité et sans contrôle, et quand je vous ai mis en demeure de l'appliquer pour un petit journal in-32, vous n'avez seulement pas su vous en servir.

Hier, on me disait :

« Vous êtes un adversaire, vous ne pouvez avoir un journal à vous. »

Aujourd'hui qu'un article de la loi, mitigé par beaucoup d'autres, me donne le droit d'avoir à moi ce journal qu'on me refusait, on ajoute ce correctif :

« Soyez notre adversaire, mais payez-nous cinq centimes de timbre par exemplaire en échange des choses désagréables que vous êtes appelé à nous dire.

Loi sur les réunions publiques

Loi du 6 juin 1868. Des réunions publiques non politiques

ARTICLE PREMIER. — Les réunions publiques peuvent avoir lieu sans autorisation préalable, sous les conditions prescrites par les articles suivants. Toutefois, les réunions publiques ayant pour objet de traiter de matières politiques ou religieuses continuent à être soumises à cette autorisation

ART. 5. — Un fonctionnaire de l'ordre judiciaire ou administratif, délégué par l'administration, peut assister à la séance.

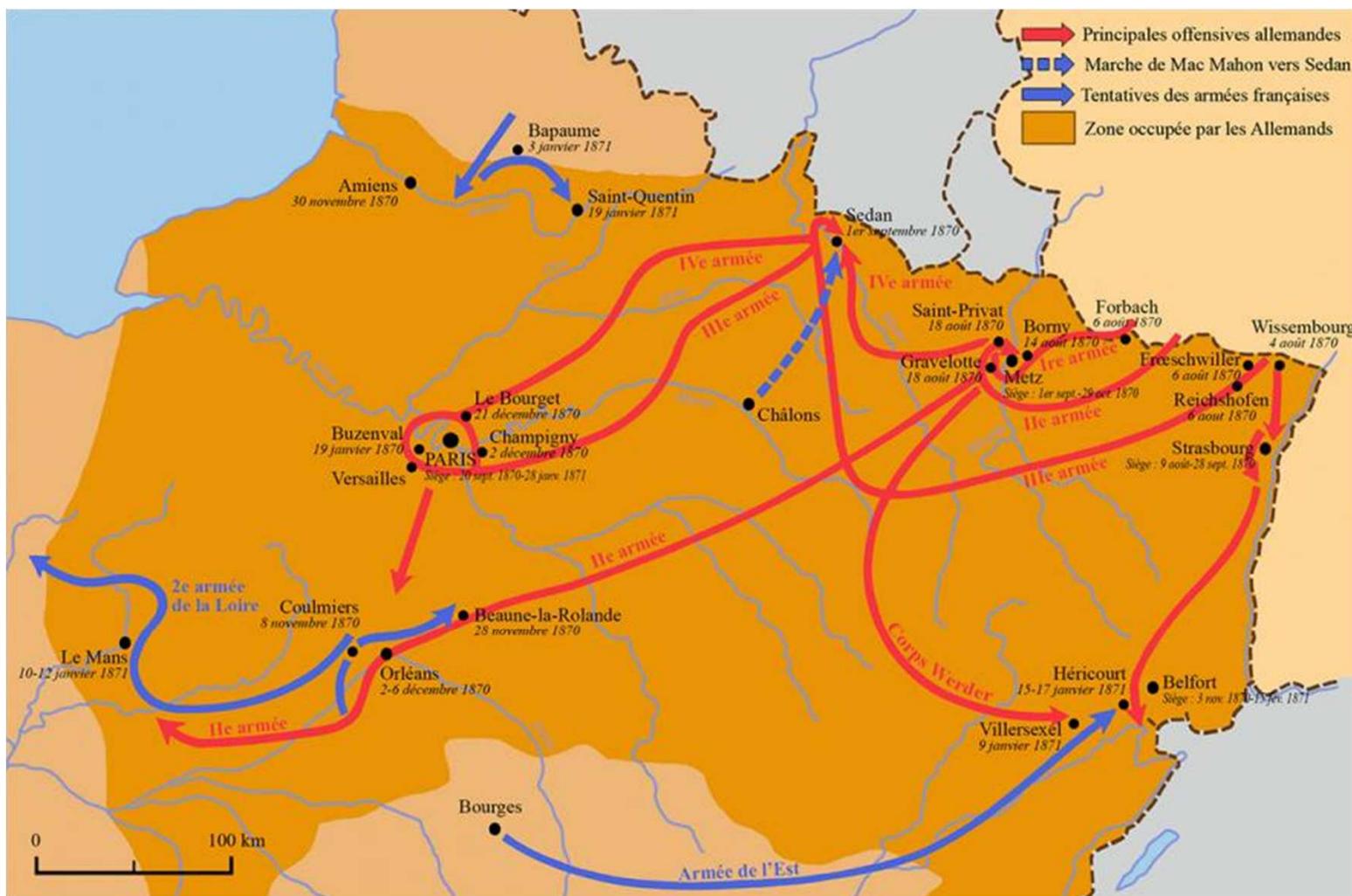
ART. 6. — Le fonctionnaire qui assiste à la réunion a le droit d'en prononcer la dissolution : 1° si le bureau, bien qu'averti, laisse mettre en discussion des questions étrangères à l'objet de la réunion ; 2° si la réunion devient tumultueuse.

B - La libéralisation et la chute (1860-1870)

Trace : A partir de 1860, le pouvoir impérial est amené à des concessions libérales en même temps que l'opposition politique se réveille avec l'entrée de 32 opposants politiques au corps législatif (Assemblée qui vote les lois) en 1863. Ainsi, la loi Ollivier du 25 mai 1864 supprime le délit de coalition et permet la grève, les députés peuvent officiellement critiquer le gouvernement en 1867 (droit d'interpellation). L'année suivante une loi libère la presse, de nouveaux titres paraissent (La Lanterne) et les réunions publiques non politiques sont autorisées. Enfin en 1869, l'initiative des lois est partagée entre l'empereur et le corps législatif.

Le conflit franco-prussien de 1870-1871

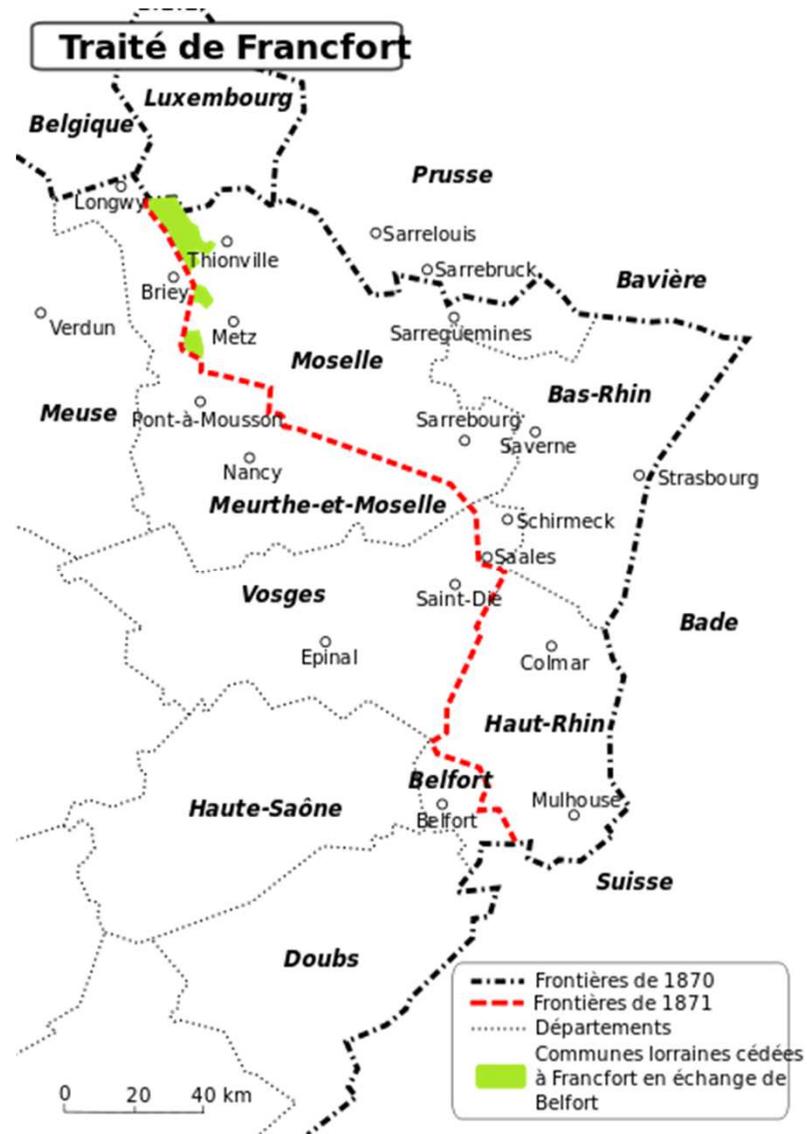
[Vidéo](#)



Les opérations militaires de la guerre de 1870-1871 - © MINARM/DPMA/ Joëlle Rosello

<https://www.cheminsdememoire.gouv.fr/>

Le conflit franco-prussien de 1870-1871



B - La libéralisation et la chute (1860-1870)

Trace : Le 17 juillet 1870, Napoléon III déclare la guerre à la Prusse du chancelier Bismarck qui entend achever l'unité allemande par une guerre contre la France. Le 1^{er} septembre a lieu la bataille de Sedan, le lendemain, Napoléon III capitule et est fait prisonnier par les Prussiens, avec 104 000 soldats. Le 4 septembre à Paris, les députés républicains constituent un gouvernement provisoire, c'en est fini du Second Empire : le traité de Francfort du 10 mai 1871 enlève à la France l'Alsace et la Moselle, lui impose une indemnité de 5 milliards de franc-or, le nord de la France étant occupé durant 3 ans. Napoléon III meurt en exil en Angleterre en 1873.

III - Industrialisation et urbanisation de la France

A - Des mutations économiques et sociales

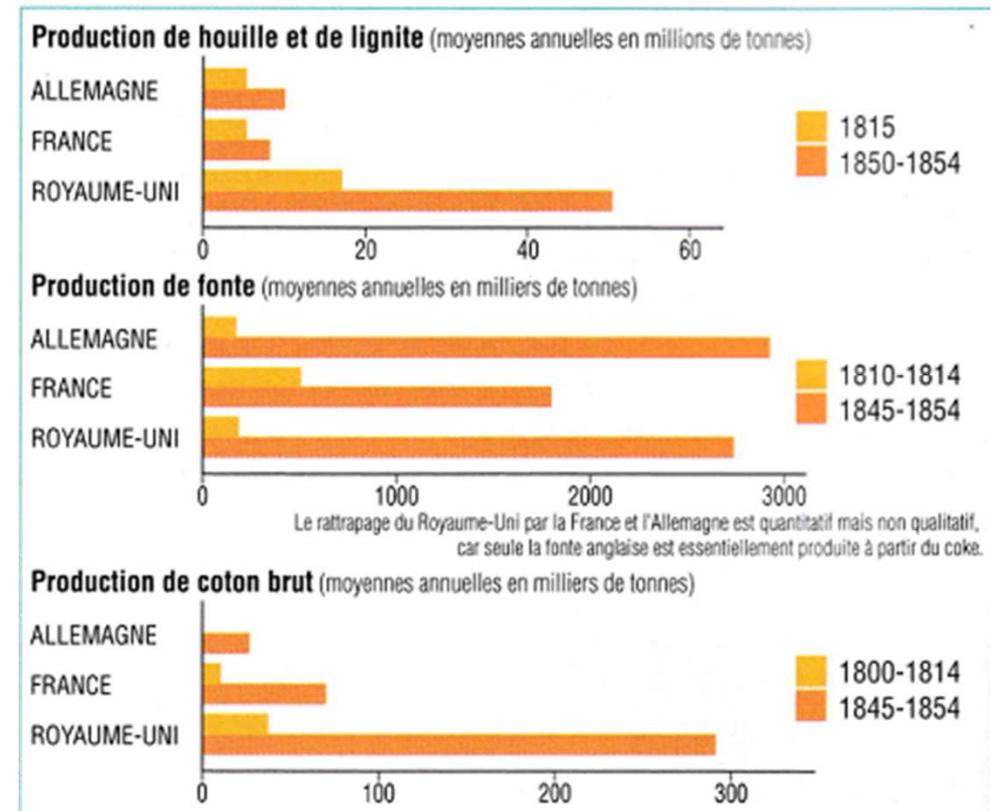
Les prémices

« L'industrialisation de l'Angleterre s'accélère à partir de 1780... Dès 1806, l'industrie occupe 30% de la population active anglaise... L'industrialisation s'amorce en Belgique et en France dans les années 1830... La géographie de la France s'est révélée avare en ressources minérales, n'offrant que des gisements houillers pauvres et dispersés, tandis que l'étendue du territoire et l'obstacle naturel du Massif Central étaient peu propices à la construction rapide d'un réseau de communication efficace. En second lieu, le marché intérieur français a manqué de dynamisme parce qu'il est composé aux trois quarts par des ruraux qui répercutaient sur l'ensemble de l'économie les pesanteurs d'une agriculture peu modernisée, à faibles rendements, et ne procurant que de faibles revenus aux paysans... Les choses se modifient sous le régime bourgeois de la monarchie de Juillet [1830-1848]... Le creusement des canaux a été accéléré pour permettre un meilleur acheminement du charbon et la loi ferroviaire de 1842 a donné une impulsion décisive aux chemins de fer, l'Etat prenant à sa charge le financement des infrastructures... Au milieu du XIXe siècle, la France est entrée dans l'ère du machinisme; 5000 machines à vapeur fixes y sont en œuvre en 1847 (contre 600 seulement en 1830), et la création de nombreuses compagnies minières dans les années 1840 a permis d'accroître la production de charbon... La modernisation reste pourtant inégale... en 1852, l'agriculture fournit toujours 45% du produit intérieur français contre seulement 20% à l'industrie et 35% à ce que nous appellerions aujourd'hui les services ».

Les prémices

Croissance industrielle et agricole en France		
Croissance industrielle	1815	1850
Charbon (en millions de tonnes)	0,9	5,3
Fonte (en milliers de tonnes)	200	561
Coton brut (consommation en milliers de tonnes)	8	65
Voies ferrées (longueur en km)	1840	2915
Croissance agricole	Moyenne 1815-1819	Moyenne 1861-1865
Récolte de froment (en millions de quintaux)	36,5	76,3
Récolte de pommes de terre (en millions de quintaux)	24,6	87,7

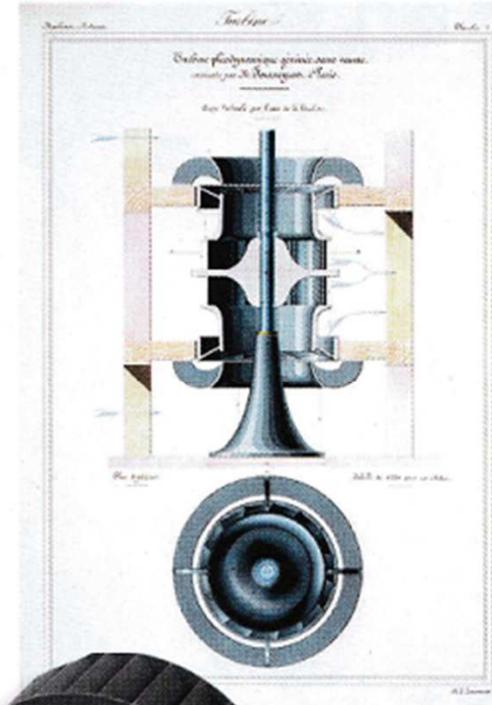
Croissance de quelques productions agricoles et industrielles



Energie hydraulique et charbon de bois



ÉQUIPER LES RIVIÈRES Face aux ressources insuffisantes de houille, la France exploite son potentiel hydraulique. Forges et filatures s'installent le long des cours d'eau (ici la fonderie de Willer-sur-Thur en Alsace vers 1825). Des innovations améliorent leur rendement, comme la roue de Poncelet en 1824 (ci-contre) ou la turbine de Fourneyron en 1827 (en haut).



L'atelier domestique



Musée Gadagne de Lyon (fonds Justin Godart), dessin de Gérardin.

A - Des mutations économiques et sociales

Trace : Au début du Second Empire, l'agriculture peu modernisée fournit 45% de la richesse produite en France contre seulement 20% pour l'industrie, l'artisanat et l'atelier domestique assurent la plus grande partie de la production industrielle. L'industrialisation française repose plus sur l'énergie hydraulique et le charbon de bois que sur la houille et la vapeur ; L'utilisation de machines ainsi que les productions de fonte et charbon (Gisement du Pas-de-Calais) s'accélérent mais la modernisation reste inégale, la France ne connaît encore que des régions industrielles de dimension moyenne (Alsace du textile) comparée aux « pays noirs » britanniques. Le réseau ferré n'atteint que 3500 km malgré l'impulsion décisive de la loi ferroviaire de 1842.

La Politique de Napoléon III

Monsieur le ministre,

Malgré l'incertitude qui règne encore sur certains points de la politique étrangère, on peut prévoir avec confiance une solution pacifique. Le moment est donc venu de nous occuper des moyens d'imprimer un grand essor aux diverses branches de la richesse nationale. [...]

Pour encourager la production industrielle, il faut affranchir de tout droit les matières premières indispensables à l'industrie et lui prêter, exceptionnellement et à un taux modéré, comme on l'a déjà fait à l'agriculture pour le drainage, les capitaux qui l'aideront à perfectionner son matériel.

Un des plus grands services à rendre au pays est de faciliter le transport des matières de première nécessité pour l'agriculture et l'industrie; à cet effet, le ministre des travaux publics fera exécuter le plus promptement possible les voies de communication, canaux, routes et chemins de fer, qui auront surtout pour but d'amener la houille et les engrais sur les lieux où les besoins de la production les réclament, et il s'efforcera de réduire les tarifs, en établissant une juste concurrence entre les canaux et les chemins de fer.

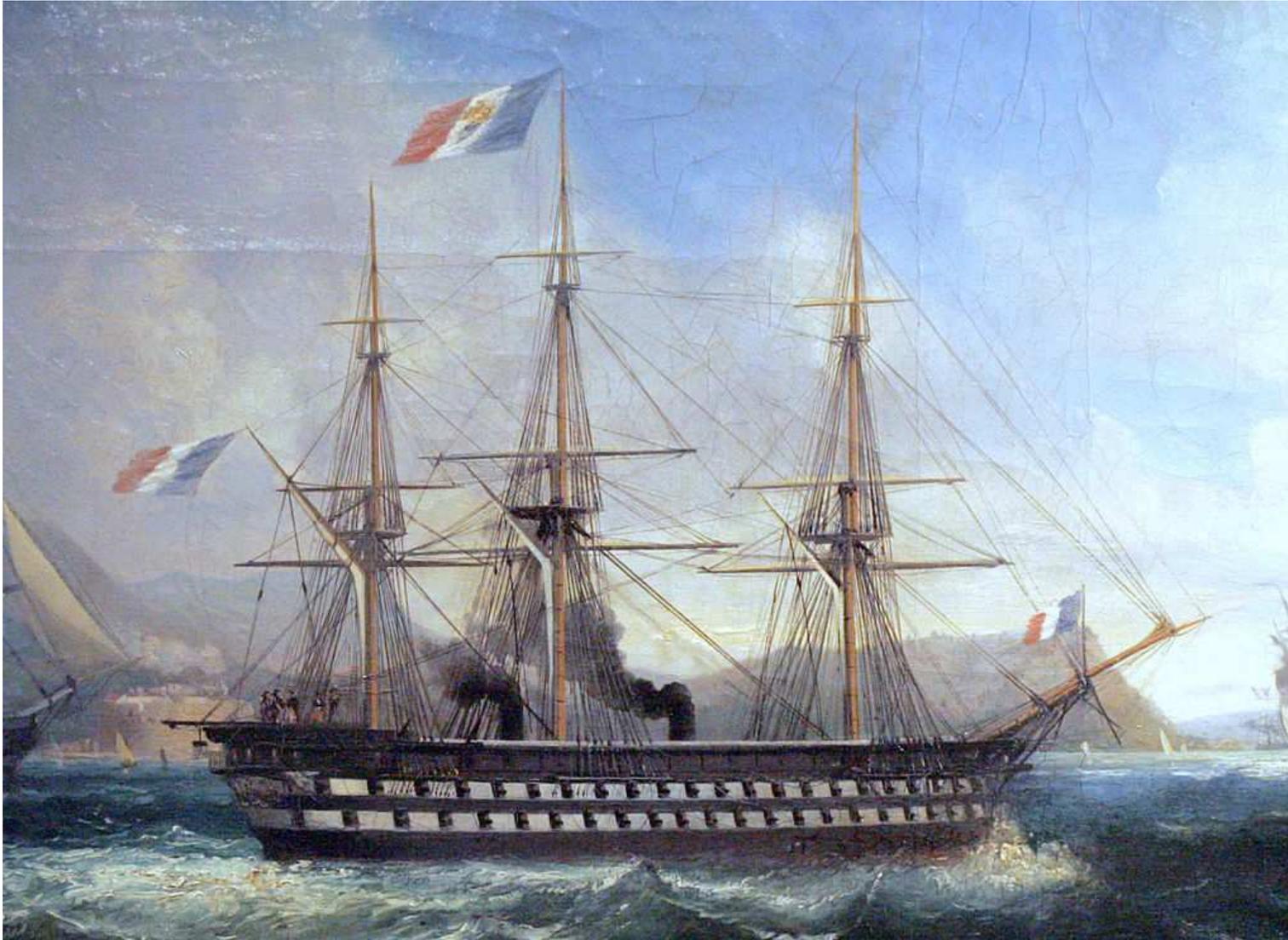
Extrait d'une lettre de Napoléon III à son ministre des finances, Achille Fould,
15 janvier 1860.

Développement du réseau ferré français 1832-1870

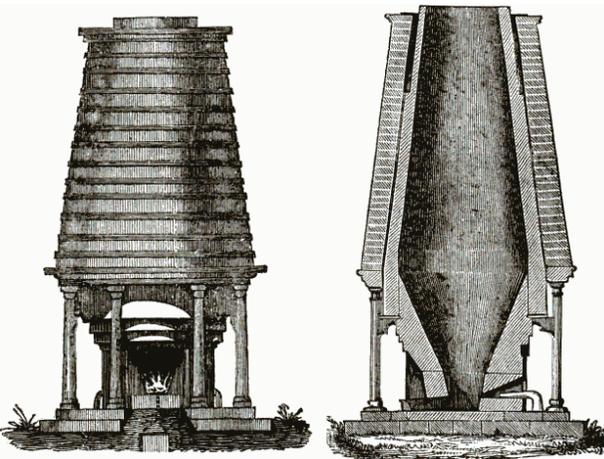


Le Napoléon

Barthélemy
Lauvergne
(1805–1871)
Musée de la
Marine de
Paris



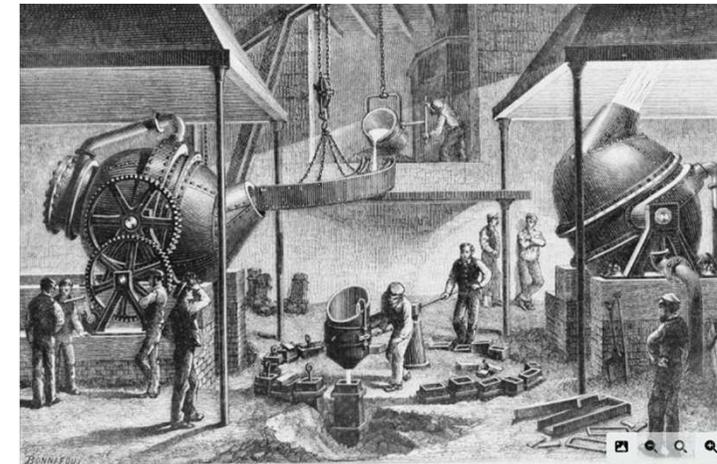
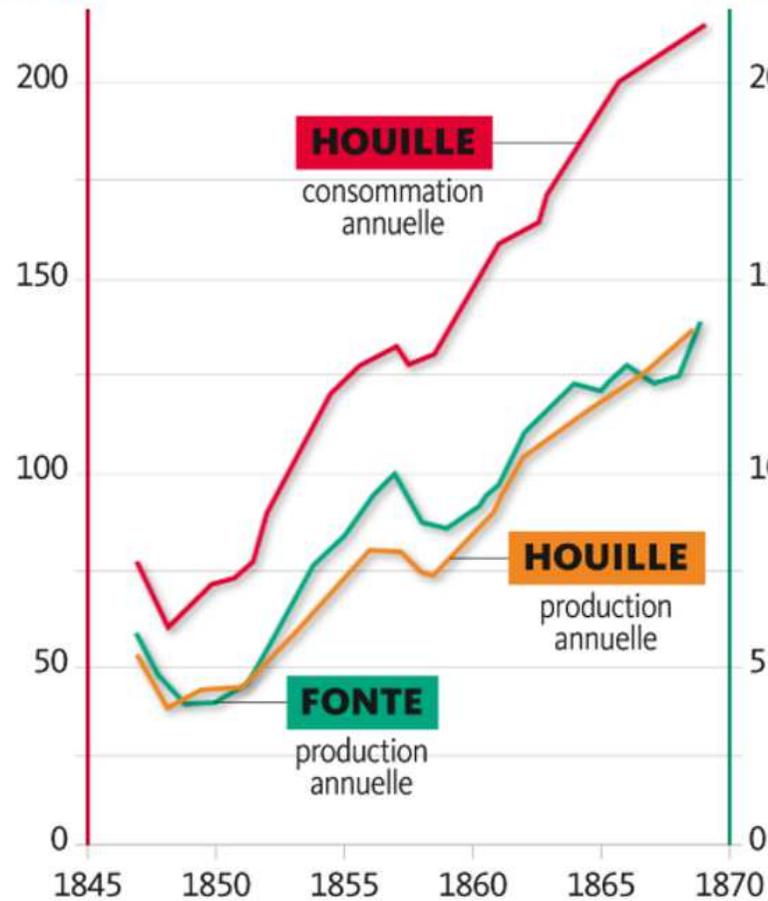
Les productions de houille et de fonte en France entre 1845 et 1870



Haut fourneau au coke (charbon) exploité à Hayange en Moselle en 1849.

Millions de quintaux de houille

Millions de quintaux de fonte



Convertisseur Bessemer en 1875
Crédits : Bettmann/ Getty Images

Une usine textile à Orléans



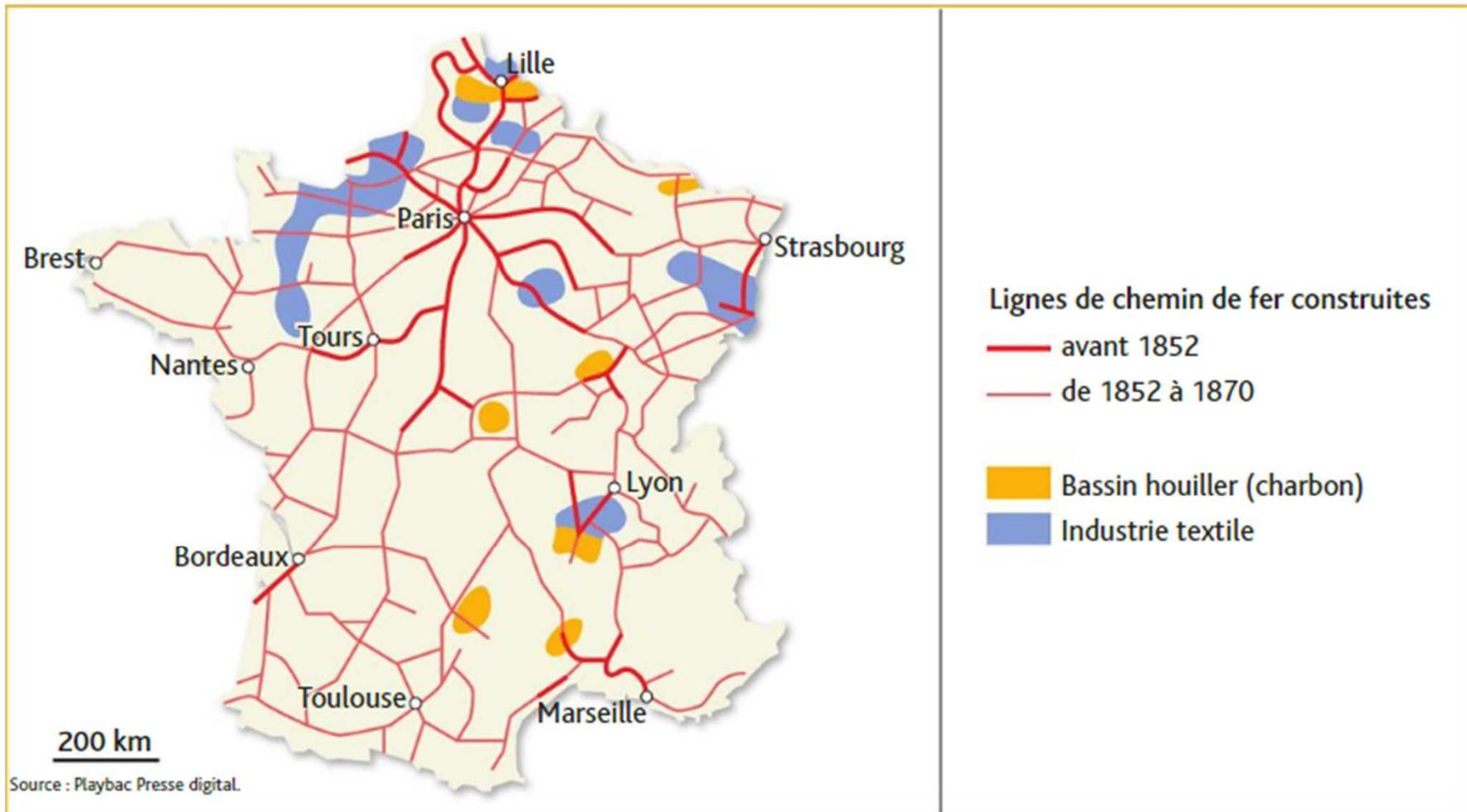
Une usine textile à Orléans au XIXe siècle (gravure du XIXe siècle, BNF, Paris)

Une filature dans les Vosges vers 1860



① Transmission de l'énergie de la machine à vapeur ② Rotation des engrenages et des poulies ③ Mise en route du métier à tisser

La France industrielle



A - Des mutations économiques et sociales

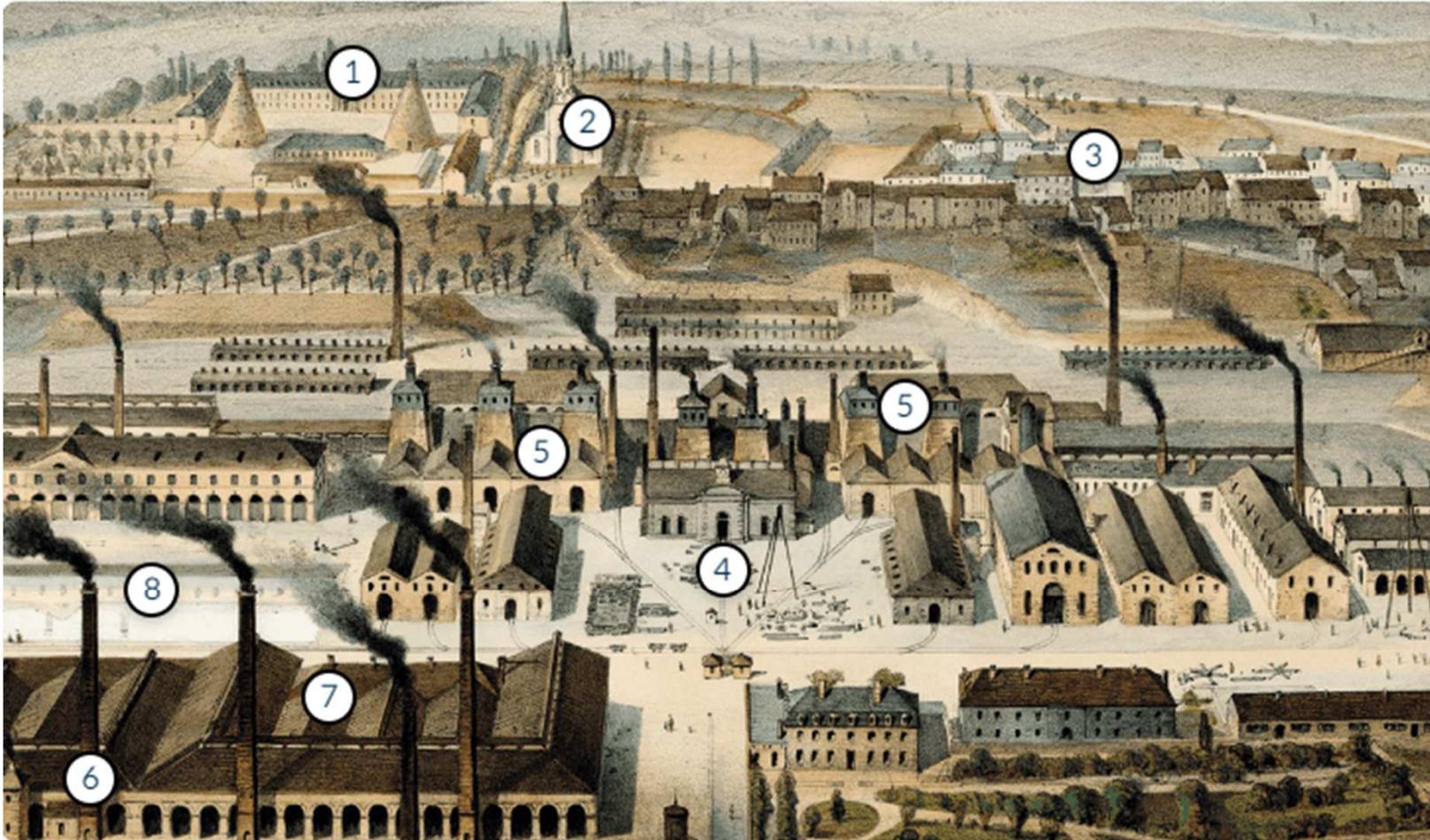
Trace : Napoléon III pense que l'état doit animer et stimuler la vie économique. Il favorise la création d'établissements de crédit pour financer les grandes entreprises (crédit Lyonnais 1863). La France sous le Second Empire voit apparaître de plus en plus de véritables usines et un réseau de chemin de fer efficace qui relie les principales villes entre elles (Plus de 20 000 km en 1870) et permet d'unifier le marché national. La vapeur et le machinisme s'imposent progressivement avec l'augmentation des productions de houille (13 millions de tonnes en 1870) de fonte et d'acier.

Sujet d'étude : les établissements Schneider au Creusot sous la II^e république et le Second empire



[Vidéo](#)

Sujet d'étude : les établissements Schneider au Creusot sous la II^e république et le Second empire



1 – Château de la Verrerie, résidence des Schneider

2 – Eglise

3 – Cités ouvrières

4 – Ancienne fonderie royale

5 – Hauts fourneaux

6 – Forge

7 – Ateliers de construction

8 – Canal puis train en 1860

Crédits : Écomusée Creusot Pierre Trémaux, Le Creusot vu du nord, 1847, aquarelle, écomusée du Creusot-Montceau, Le Creusot.

Sujet d'étude : les établissements Schneider au Creusot sous la II^e république et le Second empire

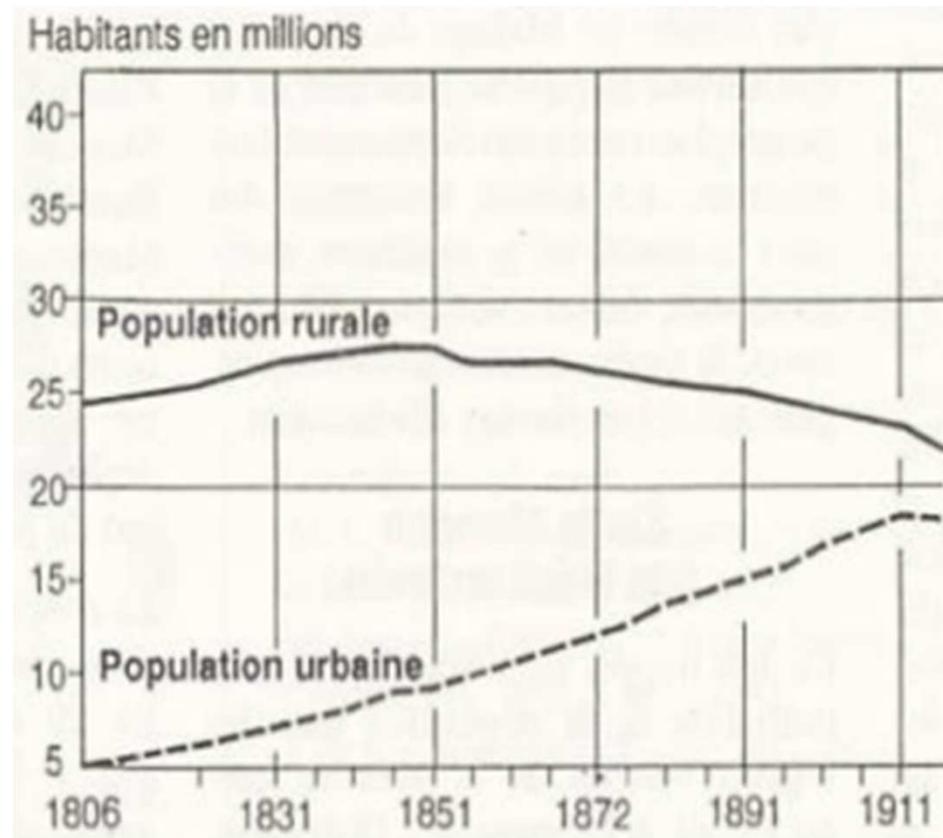
Trace : La ville du Creusot en Bourgogne, située au cœur d'un bassin houiller et de gisements de fer, devient au XIX^e siècle une ville industrielle autour de la métallurgie. Son paysage est modifié par l'industrie : les usines (forges, ateliers de production), les hauts fourneaux pour la fabrication de fonte, les machines (marteau-pilon), le bruit transforment la ville. Sa population s'agrandit au rythme de l'accroissement de l'activité industrielle et des effectifs ouvriers. C'est aussi la ville d'une famille d'industriels, les Schneider, famille lorraine qui met en place un plan de développement industriel et urbain à partir de 1836. Ils contrôlent la majorité des aspects de la vie au Creusot en embauchant au moins un membre de chaque famille mais aussi en créant des écoles, un hôpital et des logements ouvriers (paternalisme), lesquels viennent aussi des campagnes environnantes. Par ailleurs, la municipalité est à plusieurs reprises dirigée par des membres de cette famille qui joue un rôle politique local mais aussi national (Eugène Schneider président du corps législatif entre 1866 et 1870).

B - Une accélération de l'urbanisation

L'attraction urbaine

Depuis quarante ans, un flot continu de Savoyards, de Dauphinois, d'Auvergnats, de Suisses et d'Italiens se porte sur Lyon. Et l'accroissement se poursuit d'une façon régulière. Chaque jour des industries nouvelles se créent, recrutant sans peine des milliers de bras venus de tous les points de l'immense région que parcourent le Rhône, la Saône et la Loire. L'invention du fil aérien et la possibilité d'amener des Alpes la force emmagasinée par la houille blanche ont donné un élan inouï à la création des lignes de tramways. Les communes de la périphérie se sont accrues. Villeurbanne, qui n'avait que 5 000 habitants avant la guerre de 1870, atteint peut-être 50 000 aujourd'hui. Lyon est une énorme agglomération de près de 600 000 âmes.

D'après V.-E. Ardouin-Dumazet,
Voyage en France, 1896



L'attraction urbaine



Population urbaine



1851 **9,1** 1866 **11,6**
millions d'habitants millions d'habitants

Part de la population urbaine et rurale dans la population



L'urbanisation selon V. Hugo

« Partout où l'on place sur la lisière d'une capitale l'embarcadère* d'un chemin de fer, c'est la mort d'un faubourg et la naissance d'une ville. Il semble qu'autour de ces grands centres du mouvement des peuples, au roulement de ces puissantes machines, au souffle de ces monstrueux chevaux de la civilisation qui mangent du charbon et vomissent du feu, la terre pleine de germes tremble et s'ouvre pour engloutir les anciennes demeures des hommes et laisser sortir les nouvelles. »

*Embarcadère = gare

Les Misérables, Victor HUGO, 1862.

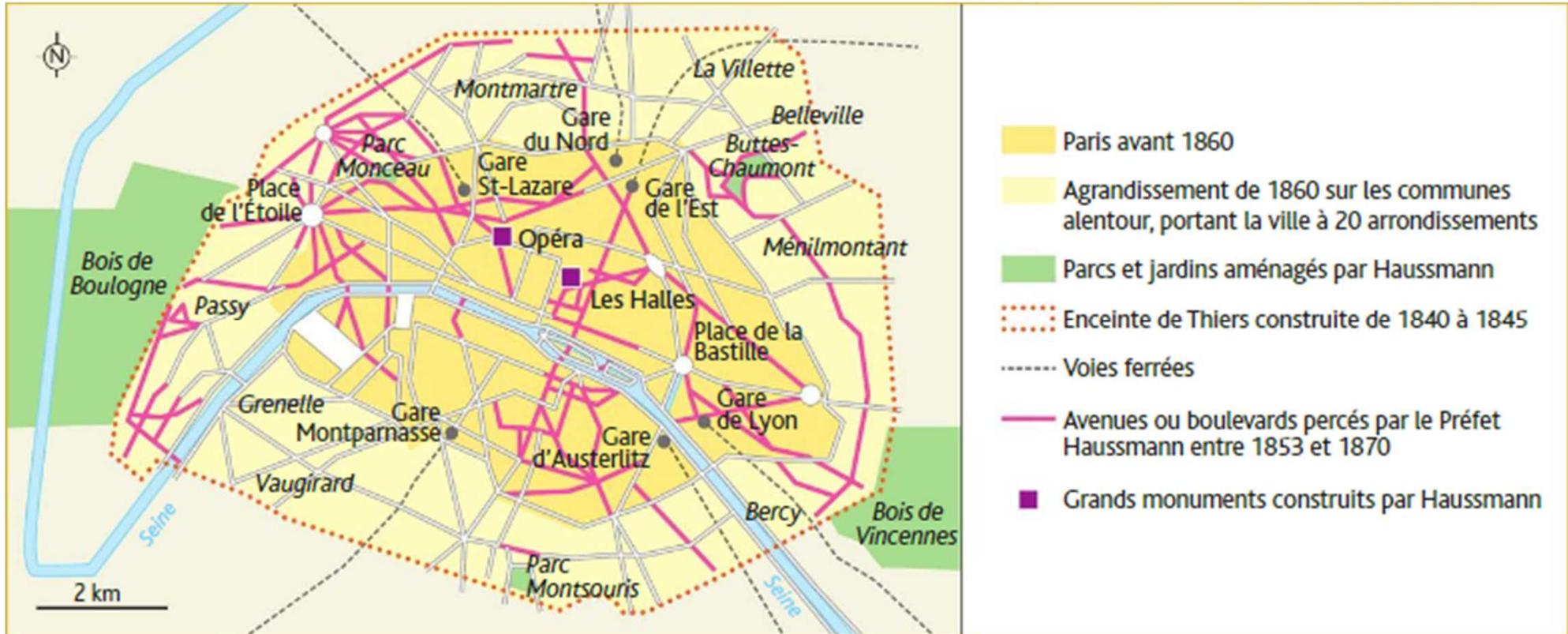
L'urbanisation

Dans la seconde moitié du XIXe siècle, beaucoup de villes doivent faire face à un afflux de population venue de la campagne pour travailler dans l'industrie ou dans le commerce. Elles ont aussi à répondre à de nouvelles exigences du point de vue sanitaire, les épidémies de choléra ayant fait des ravages jusqu'au milieu du siècle. Les remparts, quand ils subsistent, sont démolis, afin d'agrandir le centre urbain ; on détruit des îlots insalubres, on perce de nouvelles rues, on aménage de nouveaux quartiers, on crée des jardins publics, on construit de nouveaux équipements (hôtel de ville, abattoir, hôpital, halles, etc.) ainsi qu'un réseau de transports. Sous l'impulsion de la Commission des Monuments historiques, instituée en 1837, on restaure également des monuments anciens : la Bourse du commerce d'époque Renaissance à Lille, l'hôtel de ville du XVIIe siècle à Lyon, la tour Saint-Michel du XVe siècle à Bordeaux. Certaines villes prennent ainsi l'allure d'un immense chantier à ciel ouvert. Le thème de l'événement est d'ailleurs récurrent dans la littérature et dans la presse de l'époque.

Pour l'habitant des grandes villes dont la physionomie est transformée pendant des mois, voire des années, les travaux occasionnent de nombreux désagréments quotidiens : encombrement, bruit, poussière, etc.

BOCARD H. (2016), Photographie et mutations urbaines au XIXe siècle. *Histoire urbaine*, 2016/2 n° 46, pp. 65-85.

Paris sous le Second Empire



Paris sous le Second Empire

Gustave Caillebotte
peint
le Paris
hausmannien

Destruction du vieux
Paris
et percées
hausmanniennes



*Le baron Haussmann (1809-1891), par Désiré François Millet, vers 1850
© RMN-Grand Palais (musée d'Orsay) - H. Lewandowski*

••• *Percement de l'avenue de l'Opéra, chantier de la
••• Butte des Moulins du passage Molière.*

Le Paris Haussmannien

Gustave Caillebotte peint
le Paris haussmannien



Gustave Caillebotte, *Rue de Paris, temps de pluie*, 1877, huile sur toile,
212 × 276 cm, institut d'art de Chicago (États-Unis).

Le tableau représente l'actuelle place de Dublin, la rue de Moscou est à gauche,
la rue Clapeyron, au centre, et la rue de Turin, à droite.

B - Une accélération de l'urbanisation

Trace : Sous le Second Empire, la France connaît une forte urbanisation. Entre 1851 et 1866, la part de la population urbaine passe ainsi de 25 % à 30 %. Les villes attirent la main d'œuvre dont ont besoin l'industrie, le commerce et les services. Cette attractivité favorise ainsi l'exode rural : les habitants de la campagne les plus pauvres et les moins qualifiés partent vers les villes qui connaissent une forte croissance (Paris, Lyon, Lille). Sous l'effet de l'industrialisation et de l'accroissement de la population urbaine, les villes se transforment, des politiques de grands travaux sont engagées comme à Paris sous la houlette du préfet de la Seine Haussmann : il en fait une ville moderne, détruit 20 000 maisons dans les quartiers insalubres, perce de grandes avenues capables d'absorber une circulation en constant accroissement et dote la ville des immeubles en pierre de taille dits haussmanniens, hauts de 5 à 6 étages.